

F. 83 — 159

Arrêté royal n° 166 modifiant l'article 31, § 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

## RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris dans le cadre de la loi du 2 février 1982, sur les pouvoirs spéciaux. Le fondement légal est contenu dans l'article 1er, 5°.

Le projet a été entièrement adapté à l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 1982.

Le Conseil des Ministres a décidé de résorber progressivement les chiffres minimum de base prévus par l'article 31 de la loi de financement des universités.

Le chiffre minimum de base représente un nombre d'étudiants garanti pour lequel l'institution est financée dans l'organisation d'une orientation d'étude.

Le législateur a fixé ce chiffre :

- à 95 par année de candidature,
- et à 190 par année de licence ou de doctorat.

Il est clair que ce chiffre, destiné à couvrir les coûts fixes inhérents à l'organisation d'une orientation d'études, n'a pas la même signification selon qu'il s'agit du 1er ou du 2e cycle.

Pour le 1er cycle, l'intention était que les institutions atteindraient au moins l'objectif représenté par ces chiffres minimum, et même le dépasseraient.

Pour le 2e cycle, le chiffre minimum de base a une toute autre portée. En raison de la plus grande diversité et des coûts plus élevés du 2e cycle, il a été fixé au double de celui du 1er cycle. Il est évident que se référer ici au nombre d'étudiants réel n'a pas de sens, puisque les étudiants sont en fait moins nombreux dans le 2e cycle qu'en candidature. Il est donc certain qu'en fixant ces chiffres-planchers, le législateur n'a pas voulu établir une norme à atteindre.

Le Gouvernement estime qu'après plus de 10 ans, les institutions ont eu la possibilité d'accomplir leur mission et, dès lors, d'atteindre dans les candidatures les objectifs représentés par les chiffres minimum de base. C'est pourquoi, à l'avenir, les enseignements de candidature seront financés exclusivement sur base du nombre réel d'étudiants. Le Gouvernement souhaite que la pression qui va ainsi s'exercer sur certaines orientations d'études peu fréquentées conduise à rationaliser l'offre.

Toutefois, une période de transition de 7 années au plus est prévue, eu égard aux institutions qui, avant la publication du présent arrêté, étaient financées pour 1983 dans certaines orientations d'études en application des chiffres minimum de base.

Elles peuvent obtenir, pour ces orientations, une allocation supplémentaire. Ce supplément est calculé sur un nombre fictif d'étudiants égal à la différence entre le chiffre minimum de base et le nombre d'étudiants réellement inscrits.

Ce supplément est cependant limité de deux manières :

1. Il ne peut pas dépasser le montant de 1983;
2. Sur chaque supplément calculé annuellement, un pourcentage réducteur progressif est chaque fois appliqué.

## Commentaire des articles

Article 1er. Cet article supprime le chiffre minimum de base pour les candidatures. Ceci signifie que dorénavant les institutions sont financées exclusivement sur base du nombre réel d'étudiants inscrits et pris en considération pour le financement.

N. 83 — 159

Koninklijk besluit nr. 166 tot wijziging van artikel 31, § 2, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen wordt genomen in het kader van de wet van 2 februari 1982, op de bijzondere machten. De wettelijke grondslag is vervat in artikel 1, 5°.

Het ontwerp werd volledig aangepast aan het advies van de Raad van State, gegeven de 21e december 1982.

De Ministerraad heeft beslist om de minimumbasiscijfers voorzien in het artikel 31 van de wet op de financiering van de universiteiten progressief op te slopen.

Het minimum-basiscijfer vormt het gewaarborgd studenten-aantal waarvoor een instelling bij de organisatie van een studierichting gefinancierd wordt.

De wetgever stelde dit cijfer vast :

- op 95 per georganiseerd jaar van de kandidatencyclus,
- en op 190 per georganiseerd jaar van de licentiaats- en doctoraatscyclus.

Het is duidelijk dat dit cijfer, bedoeld om de vaste kosten te dekken die uit de organisatie van een studierichting voortspruiten, een andere betekenis heeft al naargelang het om die eerste of tweede cyclus gaat.

Voor de eerste cyclus was het de bedoeling dat de instellingen de opleidingscapaciteit bepaald door deze minimumcijfers minstens zouden bereiken, zoniet overtreffen.

Voor de tweede cyclus heeft het minimum basiscijfer een heel andere draagwijdte. Precies omwille van de grotere diversiteit en de hogere kost van de 2e cyclus-opleidingen, werd het minimumbasiscijfer vastgesteld op 2 x dat van de 1e cyclus. Uiteraard gaat een vergelijking met de studentenbezetting hier niet op, gezien de 2e cyclus in de praktijk veel minder studenten heeft dan de kandidatuurcyclus. Het weze bijgevolg voldoende aange-toond dat de wetgever met het minimum-basis cijfer voor de licenties en de doctoraten geenszins een streefnorm inzake opleidingscapaciteit heeft willen aangeven.

De Regering stelt dat thans na ruim 10 jaar de instellingen de mogelijkheden hadden hun zending, te bewijzen en aldus de vooropgestelde onthaakcapaciteiten in de kandidaturen te bereiken. Daarom zullen in de toekomst deze kandidaatopleidingen uitsluitend op basis van het reëel studentenaantal gefinancierd worden. De Regering drukt de wens uit dat de natuurlijke druk die aldus zal ontstaan op sommige dunbevolkte studierichtingen zal leiden tot rationalisatie van het studieaanbod.

Evenwel wordt een overgangperiode van maximum 7 jaar voorzien ten aanzien van de instellingen die, vóór het uitvoeren van dit besluit, voor 1983 in bepaalde studierichtingen zouden gefinancierd zijn op basis van de minimum-basiscijfers.

Zij kunnen voor deze studierichtingen een supplementaire toelage bekomen. Die toelage wordt berekend op een fictief studentenaantal dat gelijk is aan het verschil tussen het aantal studenten bepaald door het minimum-basiscijfer en de reëel aanwezige voor financiering in aanmerking komende studenten.

Dit supplement wordt evenwel op 2 wijzen beperkt :

1. Het mag het bedrag van 1983 niet overtreffen;
2. Op het jaarlijks berekend supplement wordt telkens een stijgend verminderingspercentage toegepast.

## Commentaar op de artikelen

Artikel 1. Dit artikel heeft de minimum-basiscijfers voor de kandidaturen op. Dat betekent dat voortaan uitsluitend op basis van de reëel aanwezige en voor financiering in aanmerking komende studenten wordt gefinancierd.

Art. 2. Cet article détermine la manière dont, chaque année, une allocation supplémentaire est calculée sur base du coût forfaitaire par étudiant, du nombre d'étudiants régulièrement inscrits au 1<sup>er</sup> février de l'année budgétaire précédente et du chiffre minimum de base de 95 étudiants par année de candidature effectivement organisée.

Pour les années postérieures à 1983, le montant calculé est limité au montant obtenu en 1983.

En outre, sur le montant obtenu, un coefficient réducteur est appliqué annuellement.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,  
M. TROMONT

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 17 décembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 166 « modifiant l'article 31, § 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires », a donné le 21 décembre 1982 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit limiter son avis aux observations qui suivent :

1. Selon le Rapport au Roi, le projet tend à faire en sorte que l'allocation de fonctionnement attribuée pour les candidatures aux institutions universitaires visées à l'article 25, g à p, de la loi du 27 juillet 1971, sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, soit dorénavant calculée dans tous les cas sur la base du nombre réel d'étudiants et non plus sur la base d'un nombre-plancher, comme cela se pratique actuellement dans les établissements universitaires moins peuplés.

Toutefois, à titre de compensation partielle de la perte de revenus résultant de cette mesure, le projet prévoit un supplément dégressif d'allocation pendant 7 ans.

Le projet trouve ainsi son fondement légal dans l'article 1<sup>er</sup>, 5°, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, aux termes duquel, dans les limites définies par cette loi, le Chef de l'Etat peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue de maîtriser et de limiter les dépenses publiques.

2. En vertu de l'article 30, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juillet 1971, l'allocation annuelle de fonctionnement attribuée à chaque institution universitaire est égale, pour chaque orientation d'études, au coût forfaitaire par étudiant multiplié par le nombre d'étudiants inscrits dans cette orientation au 1<sup>er</sup> février de l'année précédente.

Lorsque le nombre d'étudiants inscrits dans une orientation d'études ou dans une subdivision de cette orientation est inférieur au nombre-plancher déterminé comme il est dit à l'article 31 de la loi, l'allocation de fonctionnement est, en vertu de l'article 30, § 2, attribuée pour un nombre d'étudiants égal à ce nombre-plancher.

L'article 31, § 2, détermine le nombre-plancher pour les institutions universitaires visées à l'article 25, g à p, par subdivision de chaque orientation d'études et séparément pour les années de candidature d'une part, et de licence ou de doctorat d'autre part.

Pour atteindre le but fixé, il convient logiquement d'abroger tout d'abord l'article 30, § 2, de cette loi, en ce qui concerne les candidatures.

Art. 2. Dit artikel bepaalt hoe jaarlijks op basis van de forfaitaire kostprijs per student, de regelmatig ingeschreven studenten per 1 februari van het voorgaand budgetjaar, en het minimumbasiscijfer van 95 per werkelijk georganiseerd kandidaatjaar, een aanvullende toelage wordt berekend.

Voor de jaren na 1983 wordt die berekende toelage begrensd tot het bedrag bekomen in 1983.

Vervolgens wordt op dit bekomen bedrag een jaarlijkse verminderingcoëfficiënt toegepast.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Onderwijs,  
M. TROMONT

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e december 1982, door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 166 « tot wijziging van artikel 31, § 2, van de wet van 27 juli 1971, op de financiering en de controle van de universitaire instellingen », heeft de 21e december 1982 het volgende advies gegeven :

Gelet op de opgelegde korte termijn moet het advies beperkt worden tot de hierna volgende opmerkingen.

1. Volgens het Verslag aan de Koning strekt het ontwerp ertoe de werkingstoelage toegekend voor de kandidaturen aan de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, g tot p, van de wet van 27 juli 1971, op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, voortaan in alle gevallen te bepalen op basis van het reëel studentenaantal en niet meer op basis van een minimumbasiscijfer zoals dat thans gebeurt in minder bevolkte studierichtingen.

Wel voorziet het ontwerp, ter gedeeltelijke compensatie van het uit die maatregel voortvloeiend verlies van inkomsten, in een degressief toelagesupplement gedurende 7 jaar.

Aldus vindt het ontwerp zijn rechtsgrond in artikel 1, 5°, van de wet van 2 februari 1982, tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, naar luid waarvan het Staatshoofd binnen de grenzen bepaald in die wet, bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen kan nemen ten einde de openbare uitgaven te beheersen en te beperken.

2. Krachtens artikel 30, § 1, van de wet van 27 juli 1971, is de jaarlijkse werkingstoelage verleend aan elke universitaire instelling, voor elke studierichting, gelijk aan de forfaitaire kostprijs per student vermenigvuldigd met het aantal studenten ingeschreven in deze richting op 1 februari van het voorgaande jaar.

Wanneer het aantal studenten ingeschreven in een studierichting of in een onderverdeling van die richting, lager is dan het minimumbasiscijfer vastgesteld overeenkomstig artikel 31 van de wet, wordt krachtens artikel 30, § 2, de werkingstoelage toegekend voor een studentenaantal gelijk aan dit minimumbasiscijfer.

Artikel 31, § 2, stelt dat minimumbasiscijfer vast voor de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, g tot p, per onderverdeling van elke studierichting en afzonderlijk voor de kandidatuurs- en voor de licentiaats- of doctoraatsjaren.

Om het gestelde doel te bereiken met logischerwijze in de eerste plaats artikel 30, § 2, van die wet, wat betreft de kandidaturen worden opgeheven.

3. Dans l'alinéa 1er de l'article 2 du projet, il serait préférable de faire état « du droit à une allocation de fonctionnement calculée sur base du nombre-plancher déterminé par l'article 31, § 2, de la loi du 27 juillet 1971 ».

4. Sur de nombreux points, il n'y a pas de concordance parfaite entre les versions néerlandaise et française, en particulier de l'article 2 du projet. La concordance entre les deux versions doit dès lors être vérifiée sérieusement.

5. La rédaction correcte de l'article 3 du projet est la suivante :

« Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ».

La chambre était composée de :

MM. :

H. Adriaens, président;  
Gh. Tacq; J. Borret, conseillers d'Etat;  
L. Van den Abeele, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq.

La rapport a été présenté par M. H. Verhulst, auditeur.

Le greffier,

L. Van den Abeele.

Le président,

H. Adriaens.

30 DECEMBRE 1982. — Arrêté royal n° 166 modifiant l'article 31, § 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 5° et 3, §2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education Nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour les institutions universitaires mentionnées à l'article 25 g à p de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les chiffres minimum de base relatifs à la candidature, mentionnés à l'article 31, § 2, de la même loi, sont supprimés.

Art. 2. Pour les candidatures pour lesquelles l'institution avait droit, en 1983, à une allocation de fonctionnement calculée sur base du nombre-plancher déterminé par l'article 31, § 2, de la loi du 27 juillet 1971, un supplément d'allocation, qui est ajouté à l'allocation de fonctionnement, peut être obtenu pendant une période de 7 ans.

Ce supplément est calculé en multipliant le coût forfaitaire propre à l'orientation d'étude par la différence entre, d'une part, le nombre théorique de 95 étudiants par année de candidature effectivement organisée et, d'autre part, le nombre d'étudiants effectivement inscrits dans cette orientation et pris en compte pour le financement.

Le supplément à prendre en considération ne peut en aucun cas dépasser le montant fixé pour 1983.

Les suppléments ainsi fixés sont, pour chaque année de transition, réduits des pourcentages mentionnés ci-dessous :

3. In het eerste lid van artikel 2 van het ontwerp kan beter verwezen worden naar « het recht op een werkingstoelage berekend op basis van het minimumbasiscijfer vastgesteld in artikel 31, § 2, van de wet van 27 juli 1971 ».

4. Op menige punten is er geen volkomen overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse teksten, inzonderheid van artikel 2 van het ontwerp. De overeenstemming tussen beide teksten moet dan ook nog grondig worden nagezien.

5. De correcte redactie voor artikel 3 van het ontwerp is de volgende :

« Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. Adriaens, voorzitter;  
Gh. Tacq; J. Borret, staatsraden;  
L. Van den Abeele, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer H. Verhulst, auditeur.

De griffier,

L. Van den Abeele.

De voorzitter,

H. Adriaens.

30 DECEMBER 1982. — Koninklijk besluit nr. 166 tot wijziging van artikel 31, § 2, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna, wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 5°, en 3, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de universitaire instellingen vernoemd in artikel 25, g tot p, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en controle van de universitaire instellingen worden de minimumbasiscijfers voor de kandidatuur vermeld in artikel 31, § 2, van dezelfde wet, opgeheven.

Art. 2. Voor de candidaturen waarvoor de instelling voor het jaar 1983 het recht had op een werkingstoelage berekend op basis van het minimumbasiscijfer vastgesteld in artikel 31, § 2, van de wet van 27 juli 1971, kan gedurende een overgangperiode van 7 jaren een toelagesupplement bekomen worden dat toegevoegd wordt aan de normale jaarlijkse werkingstoelage.

Dit supplement wordt berekend door vermenigvuldiging van de overeenkomstige forfaitaire kostprijs met het verschil tussen enerzijds het theoretisch studentenaantal vertrekkend aan 95 studenten per werkdijk georganiseerd kandidaatsjaar en anderzijds het aantal regelmatig ingeschreven studenten die in de betrokken studierichting voor financiering in aanmerking komen.

Het aldus berekend supplement mag in geen geval het overeenkomstig bepaald bedrag van 1983 overtreffen.

De aldus in aanmerking te nemen supplementen worden voor de hierna vermelde overgangsjaren met de volgende percentages verminderd.

Année	83	84	85	86	87	88	89
p.c. de réduc.	8	15	22	36	51	65	79

A partir de 1990, plus aucun supplément ne peut être accordé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Nos Ministres de l'Education Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

M. TROMONT

F. 83 — 160

Arrêté royal n° 167  
relatif au financement des investissements universitaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, est pris dans le cadre de la loi du 2 février 1982 sur les pouvoirs spéciaux. Le fondement légal est contenu dans l'article 1er, 5°.

Il poursuit d'abord une réduction directe des dépenses de l'Etat en limitant dorénavant les bonifications d'intérêt pour les prêts en faveur des investissements dans le secteur social aux restaurants et aux homes pour étudiants. Tel est l'objet des articles 1er et 3.

D'autre part, l'arrêté n° 81 modifiant la législation de l'enseignement universitaire a réduit sensiblement les allocations de fonctionnement aux institutions universitaires. Pour que ces institutions puissent compenser, tout au moins en partie, cette réduction, l'arrêté contient diverses mesures d'accompagnement qui doivent décharger le budget des universités. L'arrêté poursuit également cet objectif.

Il est un fait que plusieurs institutions ont dû assurer le préfinancement à leur charge de la poursuite des travaux aux bâtiments dont la construction avait été entamée sur base du programme décennal.

Il est à noter à cet égard que, si les deux budgets de l'Education Nationale ont encore prévu des crédits pour 1980, 1981 et 1982 pour les institutions d'enseignement universitaires totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat, ces crédits ont été bloqués en grande partie.

En effet, la Cour des comptes, par lettres du 27 juin 1979, 26 novembre 1980 et 22 juin 1981, a fait savoir que les crédits ne pouvaient pas être transférés à la section particulière du fait que les dispositions législatives organiques n'avaient pas encore été

Jaar	83	84	85	86	87	88	89
Verm. pct.	8	15	22	36	51	65	79

Vanaf 1990 kunnen geen supplementen meer toegekend worden.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

M. TROMONT

N. 83 — 160

Koninklijk besluit nr. 167  
betreffende de financiering van de universitaire investeringen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter onder-tekening voor te leggen wordt genomen in het kader van de wet van 2 februari 1982 op de bijzondere machten. De wettelijke grondslag is vervat in artikel 1, 5°.

Het beoogt in eerste instantie een rechtstreekse vermindering van de Rijksuitgaven door voortaan de rentebonificatie voor leningen ten behoeve van investeringen in de sociale sector te beperken tot studentenrestaurants en -tehuizen. Dit is het doel van de artikelen 1 en 3.

Anderzijds werden door het besluit nr. 81 tot wijziging van de universitaire onderwijswetgeving de werkingsboelagen van de universitaire instellingen sterk vermindert. Opdat deze instellingen deze vermindering van hun inkomen, alleszins gedeeltelijk, zouden kunnen compenseren, worden in het besluit een reeks begeleidende maatregelen opgenomen die de begroting van de universiteiten moeten ontlasten. Dit besluit streeft ook dit doel na.

Feit is dat meerdere instellingen de prefinanciering voor hun rekening hebben moeten nemen van de voortzetting van werken aan gebouwen die werden aangevat in uitvoering van het tien-jarenplan.

In dat verband moet worden aangestipt dat waar op de beide begrotingen van Nationale Opvoeding nog kredieten waren ingeschreven voor de jaren 1980, 1981 en 1982 voor de universitaire onderwijsinstellingen die volledig of gedeeltelijk worden gefinancierd ten laste van de Staat, deze kredieten grotendeels geblokkeerd werden.

Met zijn brieven van 27 juni 1979, 26 november 1980 en 22 juni 1981 heeft het Rekenhof inderdaad laten weten dat de kredieten niet konden worden overgedragen op de bijzondere afdeling door het feit dat de organieke wetsbepalingen nog niet